

Unité Départementale de l'Artois

Béthune, le **30 MAI 2023**

Centre Jean Monnet I

Entrée Asturies - Bâtiment A

12 Avenue de Paris

62400 BETHUNE

Tél. : 03 21 63 69 00

ud-artois.dreal-hauts-de-france@developpement-durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des Installations Classées

Visite d'Inspection du 11 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FEUTRIE SA

2173 Rue de la Lys

BP 1

62840 SAILLY SUR LA LYS

Références : VT/MM EQUIPE 4-182-2023

Code AIOT : 0007000475

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'Inspection réalisée le 11 mai 2023 dans l'établissement FEUTRIE SA implanté 2173 Rue de la Lys BP1 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'Inspection s'inscrit dans le cadre des visites annuelles de la DREAL au titre de l'année 2023. Elle avait pour but le suivi du site concernant le remplissage de l'application GEREP.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FEUTRIE SA
- 2173 Rue de la Lys BP1 62840 SAILLY-SUR-LA-LYS
- Code AIOT : 0007000475
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

Depuis 1922, l'entreprise d'ennoblissement textile FEUTRIE est spécialisée dans la teinture et l'apprêt des tissus de cotons, polyester, lin et leurs mélanges, destinés à la fabrication de linge de maison et de tissus d'ameublement.

Le site est autorisé notamment par :

- l'Arrêté Préfectoral du 09 novembre 1990 relatif aux prescriptions générales ;
- l'Arrêté Préfectoral du 25 mars 2008 autorisant une extension pour stocker principalement de l'ammoniac ;
- l'Arrêté Préfectoral du 08 janvier 2010, mettant à jour la liste des substances et activités présentes sur l'établissement, et fixant de nouvelles dispositions relatives aux rejets aqueux ;
- l'Arrêté Préfectoral du 11 octobre 2016 imposant une surveillance pérenne pour les rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique ;
- l'Arrêté Préfectoral du 26 août 2020 mettant à jour la liste des rubriques de l'établissement.

L'établissement est soumis à Autorisation pour les rubriques suivantes :

- 2330-1 : Teintures, apprêt, enduction, blanchiment et délavage de matières textiles. Le site a une capacité de traitement du site à 30 t/j (pour un seuil d'Autorisation à 1 t/jour) ;
- 2915-1-a : Procédés de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles, la température d'utilisation étant supérieure au point éclair des fluides. Le volume de fluide utilisé sur site est de 3 500 litres (pour un seuil d'Autorisation à 1 000 litres).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : /

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des Installations Classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des Installations Classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant, la proposition de suites de l'Inspection des Installations Classées à Monsieur le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'Inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des Installations Classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'Environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Déclaration GERE / Respect des VLE annuelles	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avari(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration GERE / Obligation	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe I	/	Sans objet
2	Déclaration GERE / Etat	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7	/	Sans objet
3	Déclaration GERE / Données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
10	Déclaration GERE / Validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> Inspection : suite(s) qui aval(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Déclaration GERE / Emissions accidentelles	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4	/	Sans objet
13	Déclaration GERE / Prélèvement d'eau	Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 14	/	Sans objet
14	Déclaration GERE / Evolutions	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un fait susceptible de mise en demeure a été relevé : des dépassements des facteurs d'émissions en DCO, ainsi que des dépassements des VLE pour les concentrations en Phosphore total et MES sont constatés régulièrement.

L'exploitant teste des solutions et un nouveau retour est attendu pour septembre 2023. Il sera également étudié une éventuelle modification de ces valeurs en raison de l'activité du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration GERE / Obligation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Annexe I
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à Autorisation -ou soumis à Enregistrement
Constats : L'établissement est soumis à Autorisation pour la rubrique 2330. Il est donc soumis à déclaration annuelle GERE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration GERP / Etat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
Constats : La déclaration est faite chaque année avant le 31 mars. La déclaration 2023 sur les émissions 2022 a été finalisée mi-mars.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Déclaration GERP / Données attendues si seuils dépassés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article.
Constats : - Les émissions chroniques sont déclarées. - L'établissement prélevant plus de 7 000 m ³ par an d'eau dans le milieu naturel, les volumes d'eau prélevés sont déclarés. - Les volumes d'eau rejetés sont déclarés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Déclaration GERE / Validité des données dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de cinq ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p>Constats : L'exploitant se base sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation de l'établissement pour établir son plan de prélèvements et la fréquence qui en découle.</p> <p>Les calculs faits à partir de facteurs d'émission seront pris en compte dans le futur Arrêté Complémentaire (voir visite du 11 mai 2023 sur les rejets eaux).</p> <p>Les points de rejet sont identifiés et prise en compte (plan fourni).</p> <p>L'exploitant déclare les relevés de rejets dans GIDAF et GERE, les données semblent cohérentes entre elles.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Déclaration GERE / Emissions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Air et Eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'un établissement (...) déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les émissions chroniques et accidentelles (...)
Constats : Il n'y a pas eu d'accident sur l'année déclarée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déclaration GERE / Respect des VLE annuelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs annuelles fixées par le présent arrêté ».
Constats : Comme remarqué dans la visite du 11 mai 2023 faisant suite à la visite du 22 mai 2022 : L'exploitant avait transmis en réponse un tableau faisant apparaître les facteurs d'émission demandés par mois depuis janvier 2020. Ces résultats faisaient apparaître : <ul style="list-style-type: none">- un dépassement régulier du facteur d'émission en volume rejeté (11 mois sur 18 en dépassement) avec une moyenne sur les 18 mois de 85,5 litres par kg de tissu traité (la moyenne sur la seule année 2020 étant de 77,8 l/kg) pour une moyenne annuelle limite fixée à 65 l/kg et une moyenne mensuelle limite de 80 l/kg ;- un dépassement quasi constant du facteur d'émission de la DCO (17 mois sur 18 en dépassement) avec une moyenne sur les 18 mois de 20,5 g de DCO par kg de tissu traité (la moyenne sur la seule année 2020 étant de 18,9 g/kg) pour une moyenne annuelle limite fixée à 12 g/kg et une moyenne mensuelle limite de 15 g/kg ;- aucun dépassement tant sur la base mensuelle que annuelle des facteurs d'émission de la DBO5. Un nouveau retour a été fait en juillet 2022. Il contient les valeurs mensuelles depuis l'année 2009 avec les mêmes types de dépassements mensuels et annuels notamment sur le paramètre DCO. L'exploitant explique ces dépassement par trois facteurs : <ul style="list-style-type: none">- la baisse des volumes depuis 2010, qui contribue à l'augmentation du ratio volume en litres/kg tissu traité ;- l'augmentation de l'utilisation des produits des tissus pour EPI résultant d'une diversification nécessaire suite à la perte de marchés historiques sur les draps de lit. Ces tissus génèrent une DCO plus importante à cause de la mise en œuvre de la mercerisation qui se fait avec de la soude à 26° et génère une forte charge polluante. Cette soude doit ensuite être éliminée d'où également une augmentation des volumes d'eau ;- la baisse des volumes du secteur événementiel, le type de teinture réservée à ce type d'article (teinture direct peu solide au lavage) nécessite un besoin d'eau plus faible, ces marchés ont été délocalisés vers le Sud de l'Europe depuis 2015. L'exploitant propose de faire évoluer les facteurs d'émission, pour qu'ils soient adaptés à la réalité d'exploitation du site. Ces propositions seront étudiées lors du prochain Arrêté Complémentaire qui est prévu pour mettre à jour les activités du site. Par ailleurs, l'exploitant a mis en place un traitement chimique de finition en amont du clarificateur de la STEP, basé sur l'utilisation d'un réactif coagulant minéral, qui devait permettre de diminuer de manière conjointe les teneurs résiduelles en DCO, MES et surtout en phosphore total. Menées par la société Analysys, deux séries d'essais avaient été réalisées en octobre 2021 avec des résultats concluants. Les tests à l'échelle industrielle (dans le process) ont été menés sur le 4 ^{ème} trimestre 2022. Les résultats n'ont pas été significatifs (gain de 5 à 10 mg/l en phosphore) et ont donc été stoppés en décembre 2022. De nouveaux tests sont prévus avec injection du réactif coagulant en deux points distincts au lieu d'un seul pour améliorer les performances d'insolubilisation. Des tests sont en cours.

En parallèle, l'exploitant cherche d'autres solutions et a envoyé, début 2023, 20 litres d'effluents à une autre société afin de trouver un autre réactif potentiellement plus adéquat. Un nouveau retour est attendu pour septembre 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Déclaration GERE / Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 Article 14
Thème(s) : Risques chroniques, Eau (valeur limite de prélèvement)
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'Arrêté d'Autorisation fixe si nécessaire plusieurs niveaux de prélèvements (quantités maximales instantanées et journalières) dans les eaux souterraines et superficielles (...).
Constats : Les volumes prélevés chaque année en eaux de surface depuis 2019 sont en diminution. Les VLE sont respectées. Il n'y a pas de prélèvements en eaux souterraines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Déclaration GERE / Evolutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral Complémentaire du 08 janvier 2010 Article 3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Air et eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend, le cas échéant, les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.
Constats : L'exploitant effectue son programme d'autosurveillance conformément à son arrêté. Comme remarqué au point "Déclaration GERE / Respect des VLE annuelles", des dépassements sont observés régulièrement en MES, DCO et Phosphore total. L'exploitant est en cours d'analyse et d'essais sur plusieurs pistes pour faire baisser les valeurs, et en parallèle, une réflexion sera menée sur l'éventuelle modification des facteurs d'émissions de ces paramètres eu égard de la situation de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet